

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/EP/7/Add.3
12 septembre 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion africaine sur l'énergie électrique
Addis-Abéba, 21-31 octobre 1963

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES D'ELECTRICITE ET
LE PROBLEME DE LA TARIFICATION

Additif

Le système de tarification et d'encaissement des
consommations d'énergie électrique

63-3629
GE.63-13167

LE SYSTEME DE TARIFICATION ET D'ENCAISSEMENT DES CONSUMMATIONS D'ENERGIE ELECTRIQUE

(Note de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland)

Introduction

1. Dans la Rhodésie du Nord et du Sud, les entreprises électriques ont mis au point leurs propres systèmes de tarification et d'encaissement. Les intérêts des consommateurs sont protégés par des "Electricity Councils" qui examinent tous les tarifs proposés et présentent des recommandations au Ministre de l'Energie, lequel vérifie que ces tarifs sont équitables et raisonnables avant de délivrer une licence permettant à chaque entreprise de les mettre en vigueur. Des rapports sur les structures tarifaires seront soumis par les délégués de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud, et une copie des tarifs publiés par l'Electricity Supply Commission de la Rhodésie du Sud est jointe au présent rapport. Au Nyassaland, il n'existe qu'une entreprise publique: l'Electricity Supply Commission du Nyassaland, qui a virtuellement le monopole des fournitures dans ce pays.

Notes sur la structure tarifaire de l'Electricity Supply Commission de la Rhodésie du Sud

2. La politique tarifaire de la Commission est régie par les principes suivants:
- a) Simplicité d'application et de compréhension;
 - b) Nombre minimal;
 - c) Egalité entre les classes;
 - d) Promotion du développement de l'électricité.

Ces principes sont respectés pour assurer que chaque groupe de consommateurs paie une proportion équitable des frais de fournitures, grâce à un tarif contenant aussi peu de clauses restrictives que possible.

3. La politique financière générale de la Commission est déterminée par les dispositions de l'Electricity Act de 1956 et, en particulier, par sa section 31(1):

"Le Board et chaque Supply Commission devront remplir leur mission en appliquant les dispositions du présent acte, de façon à assurer des recettes suffisantes pour compenser les dépenses imputables au compte revenu, y compris l'impôt général sur le revenu, avec possibilité de report d'une année sur l'autre". Conformément à cette politique les tarifs publiés par la Commission couvrent les fournitures aux groupes suivants de consommateurs:

1. Domestiques
2. Commerciaux
3. Hôtels et institutions
4. Eclairage (tarif monôme)
5. Entreprises agricoles
6. Petite force motrice
7. Moyenne force motrice
8. Grande force motrice
9. Fournitures en gros aux municipalités

On a constaté en pratique que toutes les classes et types de consommateurs pouvaient être alimentés au titre de l'une de ces catégories. La Commission espère qu'il sera possible de fusionner ultérieurement les tarifs Nos 7 et 8 et, probablement, de supprimer le tarif No 4.

4. On verra d'après l'annexe que les tarifs Nos 1 - 2 - 3 et 5 ne varient pas en fonction de la dimension des locaux, du nombre de pièces, de la valeur imposable ou d'autres critères, ce qui simplifie la question. Les tarifs Nos 1 et 2 imposent cependant des limites de puissance.

5. Les consommateurs des groupes 7 et 8 ne semblent pas en général avoir une prédilection particulière pour une certaine pointe annuelle. Par conséquent, bien que la Commission achète maintenant la majorité de son énergie au Federal Power Board, au titre d'un tarif à maximum annuel de puissance, on n'a pas jugé nécessaire, en pratique,

d'appliquer des tarifs semblables pour ces classes de consommateurs. On ne peut toutefois pas en dire autant du tarif No 9 de livraisons en gros aux municipalités, dont les charges combinées contribuent dans une assez grande mesure à la pointe d'hiver annuelle de la Commission pendant la période de juin-août. Il est par conséquent appliqué un tarif annuel pour ces livraisons.

6. Tous les tarifs à maximum de puissance sont établis d'après des formules fondamentales de prix de revient qui peuvent être corrigées graduellement. Ces formules de prix de revient peuvent être pondérées judicieusement, pour tenir compte de la diversité, des frais mensuels et du facteur de puissance qui ont été déterminés d'après des sondages statistiques à grande échelle.

7. La Commission a la chance de fonctionner avec un facteur de charge annuel élevé dépassant 60 %, et par conséquent le facteur de charge joue un rôle important dans sa structure tarifaire générale qui consent des avantages considérables aux consommateurs ayant des facteurs de charge élevés. Des tarifs spéciaux sont accordés pour les fortes charges dépassant 20 MW lorsque le facteur de charge annuel dépasse 80 %.

8. Lorsque l'énergie est produite dans des centrales diesel exploitées en flots séparés, le tarif No 5 de la Commission prouve d'une manière concluante que les livraisons d'électricité en gros par la Commission sont meilleur marché à condition que l'abonné dispose des fonds nécessaires pour couvrir les frais de raccordement. Dans tous les cas, la Commission demande une contribution ou une taxe de branchement si ces frais dépassent un certain maximum. Au-dessus des montants variables ci-dessous, le demandeur paie les frais totaux.

<u>Abonné</u>	<u>Frais de base</u>
a) Entreprises agricoles	\$ 760
b) Abonnés domestiques	\$ 250
c) Abonnés commerciaux	\$ 350
d) Hôtels et institutions	\$ 520

Il est toutefois fait des exceptions dans ce dernier cas pour les grandes institutions telles que les missions dont la facture mensuelle normale excède le chiffre moyen.

Fournitures aux zones d'habitations à loyer modéré (HLM)

9. La Commission a pu récemment alimenter des zones d'habitations à loyer modéré dans les districts urbanisés, et pour aider les consommateurs de cette catégorie elle leur offre une série de tarifs de fournitures au forfait. Ces tarifs forfaitaires sont les suivants:

<u>1 amp.</u>	<u>2½ amp.</u>	<u>5 amp.</u>	<u>7½ amp.</u>
13/-	20/-	31/-	42/6

Les factures sont perçues mensuellement et comme il n'existe ni compteur, ni décompte, le consommateur peut, sous réserve de la limitation de sa puissance, utiliser la quantité d'énergie qu'il désire. Les paiements sont effectués chaque mois à une caisse centralisée qui délivre un reçu. Si la charge du consommateur dépasse le calibre du disjoncteur miniature qui contrôle les fournitures, ce dernier déclenche et ne peut pas être réenclenché tant que l'appel de puissance n'a pas été réduit au niveau correspondant au paiement effectué.

10. Dans le cas de l'Electricity Supply Commission, les tarifs appliqués aux HLM en sont toujours au stade expérimental, car l'on ne connaît pas encore suffisamment le facteur de charge final, la diversité générale et l'appel réel de puissance compte tenu de la diversité. La Commission estime cependant qu'elle a conçu ses tarifs sur des bases saines et que lorsque la charge, alimentée par une source hydro-électrique augmentera, leur forme générale s'avérera correcte bien que des modifications mineures puissent être nécessaires dans l'application des tarifs d'utilisation des limiteurs de puissance. Dans de nombreuses régions alimentées par des entreprises électriques tant dans la Rhodésie du Nord que dans la Rhodésie du Sud, certaines subventions sont accordées lorsque les limiteurs de puissance sont utilisés dans les zones de HLM. Dans le cas de l'Electricity Supply Commission cependant, les tarifs sont conçus pour fournir l'électricité à des conditions économiquement viables et par conséquent le prix exact de l'énergie fournie est toujours débité à l'organisme achetant son électricité à la Commission.

11. Comme pour toutes les autres entreprises publiques, les tarifs officiels de l'Electricity Supply Commission font intégralement partie de la licence octroyée par

le Ministre de l'énergie qui permet à la Commission d'alimenter une certaine région et ces tarifs ne peuvent pas être modifiés sans l'approbation de l'Electricity Council de la Rhodésie du Sud qui présente des recommandations au Ministre. Les dispositions de l'Electricity Act permettent aux consommateurs ou groupes de consommateurs de contester toute modification; ceux-ci présentent leurs objections sur les tarifs proposés et des séances publiques sont tenues par l'Electricity Council pour assurer que les objections des consommateurs ont été prises en considération.

ANNEXE

TARIF NO 1

ABONNES DOMESTIQUES

Ce tarif s'applique à tous les locaux domestiques ou résidentiels et couvre les fournitures destinées aux appareils normalement utilisés dans de tels locaux, y compris les moteurs jusqu'à 3 h.p. et tous autres appareils que la Commission pourrait désigner périodiquement.

- a) Les 50 premiers kWh par mois:..... 10 d. par kWh
- b) Les 200 kWh suivants:..... 2 d. par kWh
- c) Le solde:..... 1,15 d. par kWh
- Minimum mensuel garanti:..... 25/-d.

TARIF NO 2

ABONNES COMMERCIAUX

Ce tarif s'applique à toutes les boutiques, magasins, bureaux, garages, clubs, banques, salons de thé, restaurants, bureaux de poste, prisons, Commissariat de police, tribunaux, dépôts, écoles sans internat, locaux mixtes (commerciaux et domestiques) et autres consommateurs que la Commission pourrait désigner périodiquement.

Il couvre les fournitures destinées aux appareils normalement utilisés dans de tels locaux, y compris une puissance installée totale de moteurs ne dépassant pas 15 h.p. ainsi que tout équipement de soudage estampillé jusqu'à une puissance de 12,5 kVA et tous autres appareils que la Commission pourrait désigner périodiquement.

- a) Les 90 premiers kWh par mois:..... 10 d. par kWh
- b) Les 310 kWh suivants:..... 2 d. par kWh
- c) Le solde:..... 1,5 d. par kWh
- Minimum mensuel garanti:..... 35/-

TARIF NO 3

HOTELS ET INSTITUTIONS

Ce tarif s'applique à tous les hôtels, pensions de famille, institutions, maternités, missions, pouponnières, théâtres, cinémas, clubs résidentiels, internats et autres consommateurs que la Commission pourrait désigner périodiquement.

Il couvre les fournitures destinées aux appareils normalement utilisés dans de tels locaux et tous autres appareils que la Commission pourrait désigner périodiquement.

- a) Les 140 premiers kWh par mois: 10 d. par kWh
 - b) Les 460 kWh suivants: 2 d. par kWh
 - c) Le solde: 1,5 d. par kWh
- Minimum mensuel garanti: 2 6

TARIF NO 4

ECLAIRAGE (TARIF MONOME)

Ce tarif peut s'appliquer en variante du tarif No 2, aux cercles féminins, clubs sportifs et scouts, salles de réunions pour agriculteurs, bibliothèques, églises et autres consommateurs que la Commission pourrait désigner périodiquement.

Tous les kWh sont facturés à ls. 4d

Minimum mensuel garanti: 10/-

TARIF NO 5

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Exploitations agricoles cultivant au moins 50 acres, l'occupant ayant une licence agricole.

- a) Les 180 premiers kWh par mois: 10 d. par kWh
 - b) Les 420 kWh suivants: 2 d. par kWh
 - c) Le solde: 1,05 d. par kWh
- Minimum mensuel garanti: 2 6-10s.

Dans le cas de petites exploitations agricoles ne cultivant pas plus de 50 acres, les conditions suivantes sont appliquées :

- a) Lorsque les fournitures sont utilisées uniquement pour des besoins domestiques: tarif No 1.
- b) Lorsqu'il n'existe pas de licence agricole mais que les produits sont vendus: tarif No 2.
- c) Lorsqu'il existe une licence agricole, le détenteur peut opter entre les tarifs No 2 et No 5.

TARIF NO 6

PETITE FORCE MOTRICE

Ce tarif s'applique aux industries extractives, manufacturières ou autres dont la puissance appelée ne dépasse pas 100 kVA.

- a) Les 1000 premiers kWh par mois: 5 d. par kWh
- b) Les 2000 kWh suivants: 2 d. par kWh
- c) Le solde: 1,5 d. par kWh

Minimum mensuel garanti: £ 3 ou 6/- par kVA de puissance du transformateur.

TARIF NO 7

MOYENNE FORCE MOTRICE

Ce tarif s'applique aux industries extractives, manufacturières ou autres dont la puissance appelée est comprise entre 100 kVA et 250 kVA.

- a) Les 50 premiers kVA d'appel de puissance par mois: 40/- par kVA
- b) Les 200 kVA suivants: 30/- par kVA
- c) Les 200 premiers kWh par kVA et par mois: 0,7 d. par kWh
- d) Les 200 kWh suivants: 0,5 d. par kWh
- e) Le solde: 0,3 d. par kWh

Ce tarif est applicable sous réserve que la longueur du branchement ne dépasse pas deux miles. Si cette longueur est supérieure à deux miles, il est perçu une location mensuelle de branchement fondée sur un taux de 10 % par an appliqué aux capitaux investis par la Commission dans le branchement considéré.

Minimum garanti: 12s.6d. par kVA de puissance de transformateur.

TARIF NO 8

GRANDE FORCE MOTRICE

Ce tarif s'applique aux industries extractives, manufacturières ou autres dont l'appel de puissance dépasse 250 kVA.

- a) Les 100 premiers kVA d'appel de puissance par mois: 40/- par kVA
- b) Les 900 kVA suivants: 25/- par kVA
- c) Le solde de l'appel de puissance: 20/- par kVA
- d) Les 200 premiers kWh par kVA d'appel de puissance et
par mois: 0,7 d. par kWh

- e) Les 200 kWh suivants:..... 0,5 d. par kWh
- f) Solde de la consommation mensuelle: 0,3 d. par kWh

Ce tarif est applicable sous réserve que la longueur du branchement ne dépasse pas deux miles. Si cette longueur est supérieure à deux miles, il est perçu une location mensuelle de branchement fondée sur un taux de 10 % par an appliqué aux capitaux investis par la Commission dans le branchement considéré.

Minimum garanti: 12s. 6d. par kVA de puissance de transformateur.

TARIF NO 9

FOURNITURES EN GROS AUX MUNICIPALITES

Ce tarif s'applique aux fournitures en gros faites aux collectivités locales qui revendent l'énergie dans leur zone de juridiction.

- a) Les 100 premiers kVA d'appel de puissance par an:.....£ 20/kVA
- b) Les 900 kVA suivants:£ 12-10s./kVA
- c) Le solde de l'appel de puissance:£ 9-10s./kVA
- d) Les 2.400 premiers kWh par kVA d'appel de puissance et
par an:..... 0,7 d. par kWh
- e) Les 2.400 kWh suivants: 0,5 d. par kWh
- f) Solde de la consommation annuelle: 0,3 d. par kWh